

Sommaire

Introduction — 11

I. La triple occupation et les débuts de la résistance
(avril 1941-décembre 1942) — 27

II. Résistance massive, ingérences britanniques
(janvier-juillet 1943) — 43

III. Les germes de la guerre civile
(août 1943-mars 1944) — 69

IV. La création du « gouvernement des montagnes »
et le soulèvement des forces
armées grecques d'Égypte
(mars-avril 1944) — 93

V. Le piège du Liban
(mai 1944) — 111

VI. Des hésitations lourdes de conséquences
(juin-août 1944) — 125

VII. Une singulière libération
(septembre-octobre 1944) — 149

VIII. Cinquante jours d'espoir – et de désillusions
(fin octobre-novembre 1944) — 191

IX. Le «dimanche sanglant»
et l'explosion populaire
(3-7 décembre 1944) — 227

X. L'ELAS entre succès et négociations
(8-16 décembre 1944) — 261

XI. L'offensive britannique et le retrait de l'ELAS
(17 décembre 1944-fin janvier 1945) — 285

XII. L'accord de Varkiza et la restauration
de «l'ordre»
(février 1945-mars 1946) — 321

Épilogue — 355

L'Institut français d'Athènes et la résistance
grecque — 361

Bibliographie — 363

Index — 371

J'ai rencontré la Grèce au printemps 1962.

J'avais 19 ans et la tête pleine des dieux, des temples et des mythes qui avaient fait la joie de mon adolescence. Et j'ai découvert, à l'occasion d'un voyage de Manolis Glézos à Paris, des hommes et des femmes emprisonnés, torturés, déportés dans des îles lointaines, qui résistaient avec un courage extraordinaire. Plus tard, j'ai participé à Athènes aux grandes manifestations de l'été 1965, où toute une jeunesse vibrait à l'unisson des chansons de Théodorakis, et tentait de mettre fin au régime oppressif qui étouffait la Grèce depuis déjà vingt ans.

Puis j'ai été séparée de ma seconde patrie par les sept années de dictature : à moitié seulement, car c'est à Paris que s'étaient réfugiés beaucoup de ses adversaires, ouvriers, étudiants, intellectuels, artistes. Devenue entre-temps professeur d'histoire, j'ai vu que bien peu était connu en France de l'histoire récente de la Grèce – tout particulièrement de sa Résistance et de la façon tragique dont elle s'est terminée.

Ce livre est le produit de tout cela.

Je le dédie aux montagnards et aux partisans de la Grèce libre, aux jeunes gens et aux jeunes filles d'Athènes qui se sont sacrifiés pour une vie meilleure, et à ceux qui aujourd'hui relèvent le flambeau.

J.F.

Introduction

Athènes, décembre 1944 : en pleine guerre, alors que les Alliés piétinent encore en Italie et reculent dans les Ardennes face à l'ultime contre-offensive de la Wehrmacht, des unités britanniques bombardent « de terre, de mer et du ciel » la capitale grecque. Leur but : anéantir l'EAM (le front national de libération du pays) qui a opposé pendant les trois années de l'occupation une résistance massive et héroïque aux occupants fascistes.

De quoi s'agissait-il ? Comme dans beaucoup de pays d'Europe, la libération laissait face à face les gouvernements d'avant-guerre, plus ou moins déconsidérés par leur inaction ou leur collaboration, et les forces de la Résistance bénéficiant d'un large soutien populaire, légitimées par leur combat contre l'occupant. En Grèce, l'EAM, le grand mouvement de Résistance rassemblant le parti communiste et d'autres petits partis de gauche, était de loin dominant face à un gouvernement mené par un roi honni de la population, qui avait passé toute la guerre en exil, et à une classe politique déconsidérée.

Mais la Grèce se trouvait être, depuis sa création en tant qu'État en 1830, dans la dépendance étroite de la Grande-Bretagne et Churchill considérait le régime monarchique d'avant-guerre comme le seul garant des intérêts de l'Empire. Il était prêt, pour l'imposer, à marchander l'abstention de Staline en

lui concédant des facilités du même genre en Europe centrale et orientale. C'est ainsi que la Grèce fut, en 1945 et pour de longues années, le seul pays d'Europe où avoir été résistant entraînant persécutions, emprisonnement et déportation, tandis qu'on réservait les postes et les honneurs aux hommes qui avaient collaboré et participé au massacre des partisans. C'est pourquoi ce pays affronta une guerre civile de trois ans, suivie de régimes dictatoriaux jusqu'en 1974.

Ces événements sont révélateurs de la façon dont la Grèce moderne, avec son histoire si peu connue par rapport au prestige dont jouit l'Athènes de l'Antiquité, a été constamment maintenue sous la tutelle des grandes puissances. Ils éclairent en outre la question des origines de la guerre froide. L'historiographie française y voit la plupart du temps une réaction légitime de l'Occident face à l'expansionnisme de l'URSS qui aurait violé unilatéralement, au lendemain de la guerre, la liberté des peuples proclamée en 1941 par la charte de l'Atlantique. Le « coup d'Athènes », l'intervention britannique de décembre 1944, démontre pourtant que c'est la Grande-Bretagne qui a initié la politique d'intervention des trois Grands sur la destinée des États qu'il leur est revenu d'occuper¹.

De ce point de vue, l'insurrection du peuple d'Athènes s'inscrit clairement dans la « vague de révolution sociale mondiale » née de la guerre, décrite par Eric Hobsbawm². Dans plusieurs pays européens libérés par les Anglo-Américains, les mouvements de résistance ont dépassé de beaucoup le rôle limité dans lequel souhaitaient les Alliés : ils étaient en mesure, non seulement de réclamer

1. A. Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, vol. 1 : *De la révolution d'octobre à la guerre de Corée, 1917-1950*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 1983 [Fayard, 1967], p. 232.

2. *L'Âge des extrêmes. Histoire du court xx^e siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe-Le Monde Diplomatique, 1999, chap. v.

des réformes radicales et une participation au pouvoir, mais aussi de l'obtenir aussi bien par la voie parlementaire que par la force des armes. D'où les angoisses de ces grandes puissances obsédées par la crainte de «soulèvements radicaux», selon l'expression de Churchill, et prêtes à tout pour rétablir «l'ordre» d'avant-guerre. Or, comme le fait remarquer l'historien américain Kolko, la supériorité des forces de la Résistance sur les représentants des classes dirigeantes traditionnelles était tellement grande à la Libération que «seule l'internationalisation de ces conflits sociaux internes empêcha [...] de transformer complètement la carte politique de l'Europe¹», les confrontations intérieures devenant, à l'issue de la guerre, des enjeux stratégiques pour les grandes puissances. C'est particulièrement vrai pour la Grèce, dont la position géographique dans la Méditerranée orientale a toujours suscité la convoitise des puissances dominantes, depuis sa création en tant qu'État.

L'indépendance de la Grèce, acquise par des traités signés à Londres en 1830, fut avant tout le résultat du soulèvement de la population contre un Empire ottoman en pleine décomposition. Son sort fut cependant tranché par l'intervention concertée des grandes puissances européennes de l'époque, soucieuses d'éviter la propagation des révolutions nationales et libérales et de ménager leurs propres intérêts, souvent contradictoires, dans cette zone. Le XIX^e siècle y fut surtout marqué par la rivalité entre la Russie et l'Angleterre. L'empire des tsars, cherchant un accès à la Méditerranée et donc la libre circulation à travers

1. G. Kolko, *Un siècle de guerres*, Paris, Les Presses de l'Université Laval-L'Harmattan, 2000, p. 256.

les Détroits, poussait au démembrement de l'Empire ottoman et à la constitution, dans les Balkans, d'un grand État sous son contrôle. Ce projet s'appuyait sur la communauté de religion (le christianisme orthodoxe) et sur la composante majoritairement slave des peuples balkaniques. C'est pourquoi la Russie encourageait les mouvements de révolte dans la région.

L'Angleterre, la plus grande puissance maritime de l'époque, s'accommodait au contraire de ce faible Empire ottoman qui lui ouvrait la route des Indes et la laissait pratiquer son commerce à loisir. C'est donc avec beaucoup de réticences qu'elle accepta la création d'un État grec indépendant, et à deux conditions : en limiter au maximum la superficie¹, et lui imposer un monarque absolu. Ce fut Othon de Bavière, encore mineur, nanti d'un régent anglophile. Le nouvel État reçut des prêts qui entraînèrent rapidement une charge de dette insupportable et le contrôle étroit de ses finances par une commission internationale. Les tentatives des Grecs pour étendre leur territoire se heurtèrent à l'opposition de la Grande-Bretagne qui intervint à plusieurs reprises pour écraser les révoltes, imposant en 1850 un blocus de plusieurs mois qui fit des milliers de morts de faim. L'Angleterre finit par destituer Othon et le remplacer par le prince Georges Glücksbourg de Danemark.

Mais le nationalisme grec avait suscité ou intensifié des mouvements de même nature dans les autres populations des Balkans : Serbes, Moldaves, Valaques, Monténégrins déjà autonomes, Bulgares toujours sous tutelle ottomane. Ce fut la source de sanglantes rivalités, notamment dans les régions où

1. La Grèce de 1830 ne comprenait que le Péloponnèse, les Cyclades, les Sporades et l'extrême sud de la Grèce continentale. Athènes, capitale du nouveau royaume, n'était alors

qu'une petite bourgade, comparée aux grands centres de l'hellénisme qui restaient hors du royaume, tels Iannina, Salonique et Constantinople.

elles vivaient de façon inextricablement mêlée : la Macédoine, la Thrace et à un moindre degré l'Épire, ce qui fit des Balkans à la fin du XIX^e siècle la « poudrière » de l'Europe. La Grande-Bretagne soutint parfois les ambitions de la Grèce contre celles des peuples slaves dont le champion était la Russie : elle lui céda les îles Ioniennes qu'elle détenait depuis 1815 et accepta l'intégration de la Thessalie. Et lorsque les peuples balkaniques, d'abord unis pour s'affranchir définitivement de la présence ottomane, se déchirèrent entre eux pour se partager les territoires nouvellement libérés, la Grèce obtint, par les traités de 1913, outre la Crète, la partie la plus importante de la Macédoine, avec Salonique et Kavala, l'essentiel de la Thrace occidentale, une partie de l'Épire et les îles de la mer Egée¹.

La participation de la Grèce à la Première Guerre mondiale aux côtés de la Triple Entente, œuvre du grand homme d'État Eleutherios Vénizélos contre la volonté du roi Constantin I^{er}, lui valut des traités à nouveau favorables : le sultan, qui avait soutenu l'Allemagne, reconnut la souveraineté de la Grèce sur la Thrace orientale (sauf la zone des Détroits) et lui accorda l'administration de la région de Smyrne, sur la côte anatolienne de la mer Égée. C'était presque la concrétisation de la « Grande Idée » nationaliste grecque, dont les ambitions allaient jusqu'à Constantinople et à la totalité de la côte ionienne d'Asie mineure, à fort peuplement hellénique. Mais Mustapha Kémal, voulant sauvegarder une Turquie nouvelle recentrée sur l'Anatolie, s'opposa au débarquement des Grecs qui furent d'autant plus rapidement vaincus que l'Angleterre et la France leur retirèrent leur appui.

1. Sauf le Dodécanèse, qui resta à l'Italie et ne fut rendu à la Grèce qu'en 1947.

De la résistance à la guerre civile en Grèce

Le nouveau traité de Lausanne (juillet 1923) rendit à la Turquie toute l'Asie mineure et la Grèce se trouva alors à peu près dans ses frontières actuelles.

Le traité ayant prévu l'échange des populations entre la Grèce et la Turquie, le début des années 1920 vit affluer un million et demi de réfugiés dans un petit pays qui ne comptait alors que cinq millions d'habitants. Dans ces régions où les populations étaient mélangées depuis des siècles, les transferts se firent sur des critères religieux et nombre de nouveaux arrivants ne parlaient pas le grec. D'énormes problèmes de logement se posèrent dans les villes, notamment à Salonique, à Athènes et au Pirée où se développèrent des bidonvilles et des quartiers pauvres auxquels les réfugiés donnèrent le nom de leur région d'origine : Kaissariani, Néa Ionia, Néa Smyrni... Pourtant, ce qui fut d'abord vécu comme une catastrophe marqua un nouveau départ pour la Grèce. L'État dut entreprendre de grands travaux d'assèchement des zones marécageuses, faire une réforme agraire, lancer une véritable politique agricole. C'est ainsi qu'apparurent des couches sociales nouvelles d'agronomes, de dirigeants de coopératives, d'employés de la Banque Agricole.

Malgré ces progrès, la Grèce qui aborde les années 1940 est encore peu développée. Près de la moitié des Grecs sont occupés dans des activités commerciales diverses, notamment dans une importante flotte marchande et dans une industrie en début d'expansion. Mais ces activités gardent le plus souvent un caractère familial. Dans les villes, la majorité de la population est constituée de petits artisans et commerçants, à côté des avocats, médecins, fonctionnaires, officiers souvent en surnombre. Les ouvriers sont peu nombreux, soumis à de dures conditions de travail et leurs salaires sont tombés bien au-dessous du minimum

vital avec la crise des années 1930. À la campagne, la plupart des paysans, souvent endettés, s'épuisent au travail sur des terres trop petites. La sous-nutrition est courante, beaucoup de villages n'ont ni école, ni médecin et pas de service régulier de poste. Les zones montagneuses, qui couvrent la majeure partie de la Grèce, sont très difficiles d'accès : l'hiver, les animaux de trait ne peuvent emprunter les sentiers couverts de neige, où seuls passent hommes et femmes portant les charges sur leur dos.

De plus, la Grèce est restée dépendante de l'étranger pour les produits de première nécessité comme le blé ou l'énergie, alors qu'elle n'exporte guère que du tabac, des cigarettes et des raisins secs – mais aussi quelques minerais d'importance stratégique : bauxite, émeri, chrome. L'industrialisation repose en grande partie sur le capital étranger, essentiellement français et anglais, de plus en plus allemand à partir des années 1930. La dette extérieure n'a fait qu'augmenter et l'État a été déclaré en faillite en 1932. Le principal créancier reste la Grande-Bretagne qui, par l'intermédiaire de la Banque nationale, contrôle nombre d'entreprises industrielles et d'organismes publics.

Pendant l'entre-deux-guerres, deux partis ont dominé la scène politique de la Grèce. D'un côté le parti populaire, royaliste et attaché aux formes agraires traditionnelles. On y trouve les vieilles familles de propriétaires fonciers et de grands négociants, mais aussi les artisans et petits commerçants de la « vieille Grèce¹ » auprès desquels ce parti prend des allures populistes, se posant en défenseur de la petite propriété contre le grand capital. On y entretient le

1. On appelle ainsi les régions correspondant aux limites du petit État de 1830.

mythe nationaliste de la « Grande Idée » qui reste vivant auprès d'une partie des Grecs. De l'autre côté le parti libéral, marqué par l'écrasante personnalité de Vénizélos, de convictions républicaines – au moins jusqu'en 1935. Il recrute dans toutes les couches de la société, notamment chez les réfugiés, et œuvre à une modernisation du pays par un développement industriel appuyé sur le capital européen et plus particulièrement britannique.

Ces deux partis sont surtout des réseaux de clientélisme concurrents qui marchandent emplois et crédits pour gagner le vote des citoyens. Chaque changement politique – et ils ont été nombreux entre les deux guerres, coups d'État militaires et élections se succédant très rapidement – entraîne des purges dans l'armée et l'administration. La liberté de vote, au suffrage universel masculin, est minée par les pressions des politiciens locaux et par les interventions directes de la gendarmerie et de l'armée. L'État grec, hypertrophié, toujours aux mains des hommes de la « vieille Grèce », apparaît au peuple d'autant plus lointain que l'administration utilise une langue puriste et non la langue parlée, la *dimotiki*.

Il existe aussi d'autres partis et parmi eux, le parti communiste. Les guerres continuelles et l'arrivée des réfugiés ont entraîné une grande agitation sociale. La Confédération générale des travailleurs grecs a été créée en 1918 et le parti ouvrier de Grèce, après son adhésion au Komintern, a pris le nom de KKE (parti communiste de Grèce) en 1924¹. Contrairement aux autres partis, le KKE propose un programme, un autre modèle de société et crée des organisations à la base. Il exerce une influence réelle chez les réfugiés et dans les régions à forte concentration ouvrière.

1. KKE: *Kommounistiko Komma Elladas*. Les Grecs prononcent ces

trois lettres (Kapa, Kapa, Epsilon) «*Koukoué*».

Beaucoup d'intellectuels s'y rallient, étudiants, écrivains, professeurs qui souffrent de l'archaïsme de l'enseignement et, fait sans précédent en Grèce, le KKE s'adresse aussi aux femmes. Il est dirigé par des cadres professionnels venus surtout du milieu ouvrier, dont un petit nombre a suivi les séminaires de formation marxiste à Moscou.

Dans ses débuts, le KKE a cependant été handicapé par les luttes internes, par la stratégie sectaire « classe contre classe » et par le projet de Fédération balkanique mis en avant par le Komintern : il s'agissait d'y inclure un État de Macédoine et un État de Thrace, pour mettre fin aux passions chauvines résultant de la division artificielle de ces régions entre la Grèce, la Yougoslavie et la Bulgarie à la suite des traités de 1913. Ce projet, adopté par le KKE, équivalait à proposer le retrait de la Macédoine et de la Thrace grecques du territoire si difficilement constitué – perspective inacceptable pour la majorité des Grecs et notamment pour les réfugiés nombreux à s'y être installés, au point d'ailleurs d'en avoir radicalement changé la composition ethnique. Cela permettait aux gouvernements de tous bords de persécuter les communistes en les qualifiant de « traîtres à la patrie » au service des Bulgares – épithète qui leur restera attachée bien après l'abandon de cette ligne en 1935¹.

Au cours des années 1920, parti libéral et parti populaire alternèrent à la tête de la République

1. Les députés des deux grands partis votèrent unanimement en 1929 la loi de l'*Idionymon* : elle prévoyait des poursuites pénales contre ceux qui « conspirent à renverser la société par la violence et à retirer des territoires de l'État grec » et valut à la plupart des cadres communistes de longues périodes de prison ou de déportation

dans diverses îles de la mer Égée. Ils pouvaient être libérés à condition de renier leurs idées et de signer une « déclaration de repentir » publiée dans les journaux de leur région. Mais c'était considéré comme un acte infamant dans un pays où le code de l'honneur était encore très vivant.

instaurée en 1924 à la suite d'un référendum. Mais en 1935, prenant prétexte d'une tentative de coup d'État des officiers vénizélistes, le général Kondylis prit le pouvoir, écarta de l'armée les officiers rebelles et restaura la monarchie à la faveur d'un référendum ouvertement truqué. Les seuls à protester contre le retour du roi furent les communistes et quelques personnalités dissidentes du parti libéral, tandis que la majorité des républicains et Vénizélos lui-même s'y ralliaient. Car s'ils avaient sur certains points des intérêts opposés (les officiers vénizélistes furent licenciés et remplacés par des monarchistes), les deux grands partis se rejoignaient dans la peur du mouvement social qui agitait la Grèce dans ces années de crise mondiale : grèves et manifestations se succédaient malgré la répression et le parti communiste y puisait une force nouvelle.

Sous l'impulsion de son nouveau secrétaire général, Nikos Zachariadis, ce parti effectua en 1934 un tournant d'une grande importance. Du retard de développement de la Grèce et de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, il tira la conclusion que le KKE devait laisser provisoirement de côté ses idées de collectivisation et s'en tenir à des objectifs plus limités : annulation de la dette extérieure, nationalisation des entreprises étrangères, des grandes banques et des grandes unités de production, distribution des terres des grands propriétaires fonciers, fiscalité progressive, séparation de l'Église et de l'État et libre détermination des minorités nationales. La réalisation de ces objectifs devait aboutir à l'établissement d'une « démocratie populaire » du prolétariat et de la paysannerie – en grec *laocratia*¹. C'est ce mot d'ordre

1. De *laos* qui signifie peuple. Ce terme n'est pas équivalent à celui de démocratie, qui ne met pas

l'accent sur le pouvoir du peuple par opposition à celui de l'aristocratie des riches.

qui sera popularisé dans les faits et par la propagande tout au long de la Résistance. Conformément à la nouvelle stratégie du Komintern, définie au même moment, le KKE se donna pour tâche la construction d'un front uni antifasciste : l'idéologie fasciste, qui rencontrait peu d'écho dans la société grecque, faisait en effet son chemin auprès de nombreux officiers monarchistes séduits par l'idée d'un État fort dominé par un chef, capable de faire obstacle à la contestation sociale, à l'exemple de Mussolini.

Sur ces bases nouvelles, le KKE passa de 1 500 adhérents en 1930 à 15 000 en 1936. Le Front populaire qu'il constitua avec le petit parti agraire de Sophianopoulos recueillit presque 6 % des voix aux élections de janvier 1936 et se trouva en position d'arbitre entre les deux grands partis dont aucun n'avait obtenu la majorité absolue. Il signa alors avec le leader des libéraux, Th. Sophoulis, un accord de soutien à un éventuel gouvernement de celui-ci, ce qui créa la panique dans le camp des défenseurs de l'ordre. En avril 1936, devant l'impasse parlementaire et l'effervescence sociale généralisée, le roi plaça à la tête du gouvernement, avec les pleins pouvoirs pour cinq mois, le général Métaxas dont le petit parti fascisant n'avait pourtant que 6 députés. La décision fut approuvée par l'écrasante majorité des parlementaires, libéraux compris. Et le 4 août suivant, veille d'une journée de grève nationale, Georges II suspendit *sine die* les travaux du Parlement et les libertés publiques inscrites dans la Constitution.

Ainsi, comme beaucoup d'autres pays d'Europe, la Grèce de 1940 se trouve depuis plusieurs années soumise à une dictature fascisante. Métaxas concentre tous les pouvoirs. Il a dissous tous les corps élus, interdit partis politiques, syndicats et grèves, instauré la censure et le contrôle des enseignants et

même de l'Église. Épaulé par son ministre de la Sûreté, Maniadakis, il fait régner une terreur impitoyable. Il faut un « certificat d'opinions politiques » pour obtenir un emploi public, de journaliste ou d'avocat. La police, la gendarmerie ont été renforcées et l'armée, autre pilier du régime, a intégré de nombreux jeunes officiers sympathisants du régime nazi. Excepté quelques dissidents du parti libéral, les communistes sont les seuls à tenter une résistance active à la dictature. Ils y gagnent un grand prestige, mais le parti paie un lourd tribut à la terreur : selon D. Close¹, 1 870 communistes sont détenus en 1940 dans des prisons ou déportés dans les îles, où beaucoup meurent de privations et de maladies ; d'autres sont assassinés par des agents du régime. Le secrétaire du KKE, Zachariadis, a été emprisonné dès le début de la dictature, ainsi que la plupart des membres du bureau politique. La police a saisi d'importantes archives du parti et Maniadakis utilise ces renseignements pour infiltrer l'organisation clandestine mise sur pied par le KKE et semer la confusion en créant un parti parallèle, éditant lui aussi le journal *Rizospastis*². De plus, dans le cadre du réseau d'informations entre les polices des « pays européens civilisés » voulu par le régime nazi, des listes de noms sont fournies à la Gestapo par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Hitler à Athènes³. Quand les Allemands arriveront dans la capitale grecque, ils disposeront donc d'ores et déjà de certains fichiers et les communistes leur seront livrés directement par la Sûreté.

1. *The Origins of the Greek Civil War*, Longman Group Limited, 1995. C'est la traduction grecque (Athènes, Philistor, 2003) qui est utilisée dans ce livre comme ouvrage de référence (ici p. 93).

2. *Le Radical*, organe quotidien, clandestin, du KKE.

3. V. Mathiopoulos, *Décembre 1944. Documents diplomatiques suédois, suisses et alliés*, Athènes, Nea Synora 1994, p. 361 sq. D'autres fichiers seront utilisés pour l'élimination de la population juive de Salonique.

La guerre commence pour la Grèce dès octobre 1940. Le 28, les troupes italiennes, déjà installées dans l'Albanie annexée par Mussolini, pénètrent la zone frontalière de l'Épire. Malgré l'hiver particulièrement rude, dans cette région montagneuse dépourvue de tout grand axe de communication, l'armée grecque réussit en deux semaines à repousser l'attaque et à pénétrer en territoire albanais. L'agression italienne a en effet suscité un immense élan patriotique. Métaxas, qui n'a pu qu'opposer un « non » catégorique à l'ultimatum du Duce¹, décrète une amnistie générale dont ne sont exclus que les communistes qui pourtant, des îles où ils sont déportés, demandent à être envoyés sur le front. Zachariadis lance de sa prison un vibrant appel à résister à l'invasion étrangère. Faute d'intendance, ce sont les femmes épirotes qui transportent sur leur dos munitions et ravitaillement. Cet héroïsme fait l'admiration de Churchill qui déclare à la Chambre des communes : « À l'avenir nous ne dirons plus que les Grecs combattent comme des héros, mais que les héros combattent comme les Grecs ! »

La guerre d'Albanie a laissé des traces qui marqueront fortement la Résistance. La collaboration entre population civile et unités militaires, souvent très autonomes vu la configuration du terrain, préfigure le fonctionnement de l'ELAS, la branche armée de l'EAM. Les blessés qui reviennent du front ont le sentiment, en partie justifié, d'avoir été trahis par un haut commandement militaire imprévoyant et incapable de coordonner l'action face à l'ennemi, et cela accentue le rejet du régime d'avant-guerre.

1. Il avait jusque-là tenté de maintenir une stricte neutralité, partagé entre ses sympathies pour Mussolini et la traditionnelle obédience à l'Angleterre. Le 28 octobre, jour où il

a prononcé ce « non », est aujourd'hui celui de la fête nationale – façon très abusive de présenter Métaxas comme le premier résistant du pays.

De la résistance à la guerre civile en Grèce

L'échec de l'attaque italienne contrarie vivement Hitler, préoccupé par son projet d'invasion de l'URSS. Il veut avoir les coudées franches en Europe centrale et méridionale et obtient des régimes amis de Bulgarie et de Yougoslavie le libre passage de ses troupes vers la Grèce. Devant ces menaces, le roi tente, après la mort de Métaxas en janvier 1941, d'obtenir l'aide des Britanniques, mais le général Wavell, engagé à ce moment-là dans une offensive victorieuse en Cyrénaïque¹, n'est pas disposé à se priver d'une partie de ses forces pour une opération balkanique dont l'issue lui semble douteuse. Ce n'est pas la position de Churchill. Il ordonne à Wavell d'arrêter la progression en Libye et de se préparer à envoyer des troupes en Grèce. Le 7 mars, un premier contingent de 50 000 hommes y débarque sous la direction du général Wilson.

Il y a déjà dans cette affaire plusieurs traits caractéristiques de la politique de Churchill vis-à-vis de la Grèce. Le Premier ministre britannique a été animé toute sa vie par l'idée de l'Empire britannique – vision grandiose et romantique, disent ses thuriféraires, raciste et colonialiste, disent ses détracteurs. Il est prêt, pour tenter de maintenir la Grèce dans l'orbite anglaise, à reléguer au second plan les impératifs militaires mis en avant par le QG du Moyen-Orient. Or cette opération, qui oblige les Anglais à se replier en Égypte, ne sauve pas pour autant la Grèce de l'occupation allemande. Devant le revirement de la Yougoslavie, où le roi Pierre II, amené au pouvoir par un putsch militaire, s'oppose au passage des troupes allemandes, Hitler donne

1. La Grande-Bretagne a installé dès 1939 un QG du Moyen-Orient, dirigé par Wavell, en Égypte : son ancienne colonie reste en effet tenue de lui prêter, en cas de conflit, ses

ports, ses aérodromes et ses voies de communication. C'est de cette position que les Britanniques affrontent depuis quelques mois les régiments italiens de Libye.

l'ordre d'attaquer les deux pays en même temps le 6 avril. Malgré une résistance acharnée, la percée allemande en Grèce est rapide. L'armée grecque est en pleine décomposition : plusieurs de ses généraux, ouvertement germanophiles, se donnent un nouveau chef, le général Tsolakoglou, qui signe la capitulation avec les Allemands, puis avec les Italiens, malgré leur faible contribution à la victoire de l'Axe. Les soldats britanniques, qui ont vaillamment combattu, s'embarquent pour la Crète, salués comme des héros par la population athénienne.

Les premières divisions blindées allemandes pénètrent dans la capitale le 27 avril et Tsolakoglou prête serment en tant que Premier ministre de la Grèce occupée. Un mois après, Hitler lance une grande opération aéroportée sur la Crète, son objectif principal. Malgré l'intervention courageuse de la population, la bataille tourne vite à l'avantage des Allemands et la flotte britannique évacue en catastrophe ses troupes et ce qui reste des forces armées grecques. C'est dans l'un de ces bateaux que Georges II s'embarque vers l'Égypte, avec l'or de la Banque de Grèce.

I. La triple occupation et les débuts de la résistance (avril 1941-décembre 1942)

Hitler, qui a besoin d'un maximum de divisions pour attaquer l'URSS, n'entend occuper en Grèce que les zones stratégiques et laisse tout le reste du pays aux Italiens et aux Bulgares. Les Allemands tiennent donc la Crète, Athènes et le Pirée, une partie de la Macédoine avec Salonique, les îles de l'extrême nord de la mer Égée et une bande de terre en Thrace, le long de l'Évros qui marque la frontière avec la Turquie. Les Bulgares occupent ou plutôt annexent le reste de la Thrace et la Macédoine orientale : ils y installent des colons, contraignant 200 000 Grecs à l'exode ; un décret convertit ceux qui restent en ressortissants bulgares. Tout le reste du pays est administré par les Italiens, jusqu'à leur capitulation en septembre 1943 – sauf la partie grecque de l'Épire qui est rattachée à la « Grande Albanie ».

Ce démembrement entraîne une totale désorganisation, chaque occupant essayant de tirer le maximum d'un pays pauvre, épuisé par une année de guerre. Le gouvernement collaborateur tente sans succès de se donner un semblant de légitimité. Les chefs des deux grands partis, restés pour l'essentiel à l'écart de la collaboration mais déconsidérés par leur complaisance envers Métaxas, sont loin d'être à la hauteur de la situation. Coutumiers des jeux parlementaires, ils sont d'autant moins prêts à envisager une résistance active qu'ils sont généralement âgés et installés dans une vie confortable. Certains rejoignent

De la résistance à la guerre civile en Grèce

le gouvernement en exil, mais la plupart restent à Athènes, dans une attitude hésitante bien exprimée par l'un d'entre eux, Georges Papandréou : « La vertu première d'un homme politique est la prudence ; le courage passe en second¹. » Ils gardent des contacts avec les ministres collaborateurs comme avec le gouvernement en exil, parfois même avec la résistance.

Ces « vieux partis », comme on les appelle, s'alarment du poids que prend très rapidement le KKE dans la lutte de libération nationale. Chris Woodhouse, qui sera le chef de la mission militaire britannique en Grèce, note à ce propos : « La seule chose capable de faire taire les querelles entre ces partis [...] c'était la peur du communisme, qui les paralysait plus que tout [...] Ils se retrouvaient au moins sur un point : c'est qu'ils considéraient non les Allemands, mais les communistes comme le danger principal². » La seule démarche qu'ils entreprennent, en mars 1942, est une lettre ouverte au gouvernement en exil et au cabinet de Grande-Bretagne, dans laquelle ils demandent un référendum comme préalable au retour du roi Georges II après la guerre : signe de l'extrême impopularité de celui-ci, dont les monarchistes eux-mêmes sont conscients.

Le gouvernement du roi en exil

Le roi et son gouvernement, maintenant mené par Tsoudéros, le gouverneur de la Banque de Grèce, se sont installés à Londres aux côtés d'autres monarches européens. Ils laissent en Égypte l'amiral Sakellariou, chargé d'organiser ce qui reste des forces armées grecques et de les mettre à la disposition du QG anglais du Moyen-Orient. Georges II Glücksbourg

1. Cité par M. Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler (1941-1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2002, p. 111.

2. *Apple of Discord*, Londres, 1948.

C'est la traduction grecque (Athènes, Exandas, 1976) qui est utilisée dans ce livre comme référence (ici p. 55).

avait déjà trouvé refuge à Londres, lors de l'intermède de la République entre 1924 et 1935. Il y avait tissé des liens étroits avec une partie de l'establishment britannique et parlait mieux l'anglais et l'allemand que le grec. C'était, dit l'historien J.O. Iatrides,

[...] un homme personnellement intègre, mais d'un potentiel limité. Enraciné dans une tradition qui s'appuyait sur la discipline, le respect du pouvoir établi et dans un paternalisme qui voyait dans l'immaturité et l'irresponsabilité des masses les raisons de la nécessité de sa présence, il refusa de regarder en face la dure réalité – le fait qu'en Grèce la monarchie n'était plus une institution populaire. Pendant toute la durée de la guerre, malgré tant de signes contraires, il s'obstina à croire que les critiques contre le trône étaient le fait de quelques propagandistes de gauche et de conceptions libérales naïves, de militaires britanniques aussi – alors que selon lui la grande masse du peuple grec brûlait d'impatience de le voir rentrer dans son pays¹...

Le roi et son gouvernement sont totalement dépendants des Britanniques, qui leur allouent une somme annuelle et gardent l'exclusivité des communications avec la Grèce. Tsoudéros est un vénizéliste et a été exilé pendant la dictature, mais Georges II a gardé plusieurs ministres de Métaxas : il ne se résigne qu'en février 1942 à renvoyer les plus compromis et à abroger le décret du 4 août 1936 annulant les libertés constitutionnelles.

Cette orientation délibérément fasciste a des conséquences importantes sur les forces armées grecques

1. J. O. Iatrides, *Revolt in Athens. The Greek Communist «Second Round»*, Princeton University Press, 1972. C'est la traduction grecque (Athènes,

Néa Synora, 1973) qui est utilisée comme référence dans ce livre, ici p. 50.

concentrées en Égypte, qui participent dès 1941 aux combats d'Afrique du Nord sous le commandement anglais¹. Elles ont été renforcées par des volontaires venus de Grèce après la défaite et par des membres de l'importante colonie grecque d'Égypte. La plupart de ces hommes sont de sensibilité démocratique et très vite des tensions apparaissent entre les officiers monarchistes qui font barrage à toute nomination de collègues vénizélistes, et une organisation militaire antifasciste, l'ASO, qui craint de voir ces forces armées devenir un corps de prétoiriens au service du roi, prêt à assurer le retour de celui-ci à la libération.

Malgré le manque d'empressement des Britanniques à envoyer ces troupes indociles sur le terrain, la première brigade grecque participe glorieusement à la bataille d'El Alamein. Mais elle est très vite retirée des champs de bataille et ramenée au Liban pour «entraînement».

Les premières actions de la Résistance et la réorganisation du parti communiste

Le peuple grec a manifesté immédiatement son rejet de l'occupation, par des actions parfois spectaculaires : dans la nuit du 30 mai 1941, deux jeunes gens grimpent sur les rochers de l'Acropole et en arrachent le drapeau à croix gammée. Les premiers mois sont marqués par des opérations d'espionnage et de sabotage sur les voies de communication, souvent à l'initiative d'agents britanniques. Mais dès la fin de l'été la Résistance commence à prendre une dimension nouvelle. L'armée d'Épire, en se retirant, a parsemé

1. Elles se composent d'environ 30 000 hommes, dont 18 000 dans l'armée de terre, répartis en deux brigades et plusieurs unités spéciales, 7 000 dans la marine et 4 000 à

5 000 dans l'aviation. Il existe une unité particulière, le Bataillon sacré, constituée d'officiers monarchistes combattant comme simples soldats sous les ordres de Montgomery.

les montagnes de caches d'armes et des groupes d'hommes commencent à y apparaître, renouant avec la tradition des *klephtes*, ces bandits d'honneur qui ont pris part à l'insurrection de 1821.

Beaucoup de communistes emprisonnés ont été livrés aux occupants et le secrétaire général du KKE, Zachariadis, est immédiatement déporté au camp de Dachau. Mais certains cadres ont pu s'évader et de petits groupes de militants isolés prennent des initiatives dans plusieurs régions de Grèce : en Macédoine orientale a lieu à la fin septembre un véritable soulèvement, largement improvisé, qui entraîne une terrible répression de la part des Bulgares et la fuite des habitants par dizaines de milliers.

À Athènes, un « groupe d'orientation » formé de quelques élus du dernier congrès du parti, comme Pétros Roussos et sa compagne Chryssa Hadzivasiliou, se manifeste dès le mois de mai en diffusant une presse clandestine et en créant une organisation de solidarité nationale qui se donne pour tâche l'aide aux blessés, aux infirmes, aux prisonniers, aux déportés. Lors d'un plénum réuni tant bien que mal en juillet, ce groupe se constitue en comité central du parti communiste et fixe avec clarté les objectifs du KKE : « chasser les occupants de la Grèce, renverser le gouvernement collaborateur, soutenir et défendre l'Union Soviétique et former sur la base de tous les partis un gouvernement provisoire qui rétablira les libertés démocratiques, assurera le pain et le travail au peuple, convoquera une Assemblée constituante et défendra l'intégrité et l'indépendance de la Grèce contre toute puissance impérialiste étrangère¹ ».

1. *Brève histoire du KKE*, tome I, Athènes, éd. du comité central du KKE, 1988, p. 162.